



**Conférence des Etats parties chargée d'examiner
le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
(New York 27 avril - 22 mai 2015)**

**Intervention de Jean-Hugues Simon-Michel
Représentant permanent de la France auprès de la Conférence du désarmement
28 avril 2015**

« Débat général »

Madame la présidente,

Je tiens à vous présenter mes chaleureuses félicitations pour votre élection à la présidence de cette conférence d'examen et à vous assurer du soutien de la France.

Permettez-moi tout d'abord d'adresser à nos collègues népalais et aux autorités et au peuple du Népal les sincères condoléances et les témoignages de l'émotion et de la solidarité des Français pour les victimes et les souffrances causées par le tremblement de terre dans leur pays.

La France s'associe à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne.

Madame la présidente,

Mes chers collègues,

Mesdames et messieurs,

Le TNP apporte une contribution essentielle à la paix et à la sécurité internationales. C'est la conviction de la France et c'est pourquoi nous espérons que tous les Etats parties réaffirmeront avec force leur soutien au Traité. Nous sommes tout aussi convaincus de la nécessité de bâtir sur le succès de 2010. Le plan d'action adopté par consensus en 2010 porte en effet une ambition collective de long terme pour avancer dans tous les domaines du Traité. Nous devons la préserver.

Madame la présidente,

Je souhaiterais souligner quelques développements récents :

- Dans le domaine de la non-prolifération des armes nucléaires, l'entente préliminaire sur les paramètres d'un accord avec l'Iran, à laquelle la France et ses partenaires du E3 + 3 sont parvenus le 2 avril à Lausanne, est une étape importante. Il reste maintenant à transformer cette étape en un accord robuste, durable et vérifiable avec l'Iran d'ici au 30 juin. La France y sera très vigilante. D'autres crises se sont malheureusement aggravées. Je pense en particulier à la Corée du Nord, qui a conduit un nouvel essai nucléaire depuis la dernière conférence d'examen et qui poursuit ses programmes nucléaire et balistique en violation des résolutions du Conseil de Sécurité. Enfin, toute la lumière reste à faire sur le programme nucléaire syrien.

Nous espérons que cette Conférence permettra de progresser et de tirer des leçons des crises régionales pour renforcer le régime de non-prolifération, ainsi que pour apporter une réponse à l'abus du droit de retrait du Traité, qui est un défi pour notre communauté depuis plus de dix ans.

- Dans le domaine du désarmement, je crois important de saluer ici le succès des discussions du Groupe d'Experts Gouvernementaux sur le FMCT¹, qui ont permis l'adoption d'un rapport par consensus, au début de ce mois. Ce sujet fait partie des priorités de mon pays avec l'entrée en vigueur le plus tôt possible du TICE². Je tiens à saluer à cet égard le travail formidable du secrétariat technique provisoire de l'OTICE.
- Dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, chaque Conférence d'examen permet de constater des progrès. Après Fukushima, le développement responsable du nucléaire civil passe par le renforcement de la sûreté et par le renforcement des capacités de réponse à un accident, c'est certain, mais aussi par la formation des « élites nucléaires civiles ».

Madame la Présidente,

¹ *Traité d'interdiction de la production de matières fissiles pour les armes*

² *Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.*

La France est profondément attachée à la mise en œuvre de ses engagements au titre du Traité et du plan d'action de 2010, qui demeure notre feuille de route. Je voudrais souligner quelques actions qui témoignent de l'engagement sincère, constant et ambitieux de la France :

- Dans le domaine de la non-prolifération, comme je l'ai dit, la France prend une part très active à la négociation avec l'Iran.
- En matière de désarmement, la France partage l'objectif, à terme, de l'élimination des armes nucléaires, lorsque les circonstances le permettront. La France l'a montré déjà, avec constance, depuis quinze ans, par la réduction de moitié du nombre total de ses armes ou encore par le démantèlement de son site d'essais nucléaires et par le démantèlement de ses installations de production de matières fissiles pour les armes. Ce sont des actes, aux conséquences irréversibles pour la France, ce ne sont pas des mots. Mais l'objectif ultime de l'élimination ne peut pas être déclaré in abstracto, sans tenir compte du contexte stratégique international. Il ne peut être atteint que par une série de mesures concrètes, étape par étape. Pour cela, parce que le désarmement suppose la confiance et la réciprocité, le Président de la République a annoncé en février de nouvelles mesures de transparence et solennellement réaffirmé nos garanties de sécurité aux Etats non dotés de l'arme nucléaire respectant leurs obligation de non-prolifération.

La France est pleinement consciente des graves effets des armes nucléaires. Les armes nucléaires ne sauraient être des armes de champs de bataille. La dissuasion française est purement défensive et strictement limitée à la défense de ses intérêts vitaux dans des circonstances extrêmes de légitime défense. La dissuasion française respecte pleinement le droit international.

- Pour prolonger la dynamique des discussions remarquables du GGE sur le FMCT, nous avons déposé un projet de traité à la Conférence du désarmement. C'est un projet ambitieux, qui propose un cadre pour permettre des mesures irréversibles. Nous devons démarrer sans attendre cette négociation pour interdire l'accès à la « matière première des armes ». C'est la prochaine étape logique du désarmement multilatéral.

Nous avons enfin agi de façon collective, avec nos partenaires du P5. Nous avons établi un processus de consultations régulières pour renforcer la confiance. Nous avons élaboré ensemble un formulaire pour nos rapports nationaux. Nous avons préparé un glossaire commun.

La France a ratifié le Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale. La France soutient naturellement l'objectif d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient.

- S'agissant de l'énergie nucléaire civile, la France a présenté voici quelques semaines une nouvelle initiative sur un sujet prioritaire, celui du renforcement de l'offre internationale de formation, notamment en faveur des pays qui accèdent à l'énergie nucléaire.

Madame la présidente,
Mesdames et messieurs,

Dans un contexte où des menaces graves pèsent sur la stabilité du monde, le TNP est un rempart qui protège nos intérêts de sécurité. Dans un contexte où nous menons tous une lutte pressante contre le changement climatique, le Traité est aussi le fondement de coopérations mutuellement bénéfiques qui offrent l'accès à une source d'énergie considérable et décarbonnée, l'énergie nucléaire civile. Renforcer le Traité est un enjeu essentiel pour notre avenir. Nous voulons y travailler avec tous au cours de cette Conférence, dans un esprit de consensus./.



**2015 Review Conference of the Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear
Weapons (NPT)
(New York, 27 April - 22 May 2015)**

**Statement by Mr Jean-Hugues Simon-Michel
Permanent Representative of France to the Conference on Disarmament
*April 28, 2015***

General debate

Madam President,

I would like to offer you my warmest congratulations on your election as President of this Review Conference and assure you of France's full support.

Allow me first of all to address to our Nepalese colleagues and to the authorities and the people of Nepal our sincere condolences and the emotion and solidarity of the people of France for the loss and the suffering caused by the earthquake in their country.

France aligns itself with the statement delivered by the European Union.

Madam President,
Dear colleagues,
Ladies and gentlemen,

The NPT makes an essential contribution to international peace and security. This is what France sincerely believes and this is why France hopes that all States Parties will forcefully reaffirm their support for the Treaty. We remain fully convinced of the need to build on the success of 2010. The Action Plan adopted by consensus in 2010 contains a long-term collective ambition to move forward in all areas of the Treaty. We must maintain this ambition.

Madam President,

I would like to highlight some recent developments:

- In the field of non-proliferation of nuclear weapons, the preliminary understanding on the parameters of an agreement with Iran, reached in Lausanne on 2 April by France and its E3+3 partners, is an important step forward. This step must now become a robust, sustainable and verifiable agreement with Iran by 30 June. France will be very vigilant on this point. Unfortunately, other crises have worsened, particularly in North Korea which has carried out another nuclear test since the last Review Conference and which is continuing its nuclear and ballistic programmes in violation of the Security Council resolutions. Finally, the Syrian nuclear programme remains to be clarified.

We hope that this Conference will enable to make progress and it will draw on the lessons from the regional crises to strengthen the non-proliferation regime, as well as to respond to the abuse of the right to withdraw from the Treaty, which has been a threat to our community for over 10 years.

- I believe that it is important to welcome here the successful discussions of the Group of Governmental Experts on an FMCT³, which report was adopted by consensus at the beginning of this month. This issue is one of the priorities of my country, as well as the entry into force of the CTBT as soon as possible⁴. I would like to acknowledge the work accomplished by the provisional technical Secretariat of the OTICE.
- In the field of the peaceful use of nuclear energy, progress is made at every Review Conference. After Fukushima, the responsible development of civilian nuclear energy relies on the strengthening of nuclear safety and on the development of accident-response capabilities, but also on training "civilian nuclear elites".

Madam President,

France is fully committed to implementing its commitments under the Treaty and under the 2010 Action Plan, which remains our roadmap. I would like to highlight a few actions which show France's sincere, constant and ambitious commitment:

- In the area of non-proliferation, as I said, France takes an active part in negotiations with Iran.
- As regards disarmament, France shares the long-term objective of eliminating nuclear weapons, when the circumstances so allow. It has consistently demonstrated this objective over the past 15 years by halving its total weapons stockpile and dismantling its nuclear test site and fissile-material production facilities for weapons. These are not mere words - these are actions with irreversible consequences for France. But the ultimate objective of elimination cannot be declared abstractly, without taking into account the international strategic context. It can only

³ *Fissile Material Cut-Off Treaty*

⁴ *Comprehensive Test Ban Treaty*.

be reached through a series of concrete measures, step by step. To do this, since disarmament requires trust and reciprocity, the President of the French Republic announced new transparency measures in February and solemnly reaffirmed our negative security assurances to non-nuclear weapons States in compliance with their non-proliferation obligations.

France is fully aware of the severe effects of nuclear weapons. Nuclear weapons cannot be used as battlefield weapons. French nuclear deterrence is purely defensive and strictly limited to defending its vital interests under extreme circumstances of self-defence. French nuclear deterrence is in full compliance with international law.

- To maintain the momentum of the remarkable GGE discussions on the FMCT, we have submitted a draft treaty to the Conference on Disarmament. It is an ambitious project which sets out a framework to allow irreversible measures to be taken. We must begin this negotiation without delay to prohibit access to the basic material needed for nuclear weapons. This is the next logical step in multilateral disarmament.

Finally, we have acted together, with our P5 partners. We have set up a regular consultation process to build trust. We have together drawn up a form for our national reports. We have compiled a joint glossary.

France has ratified the Treaty establishing a Nuclear Weapon Free Zone in Central Asia. Naturally, France supports the objective of a Zone Free of Nuclear Weapons and other Weapons of Mass Destruction in the Middle East.

- As regards civilian nuclear energy, a few weeks ago, France set out a new initiative on a priority issue, i.e. increasing international training, mainly for countries accessing to nuclear energy.

Madam President,
Ladies and gentlemen,

At a time of serious threats to world stability, the NPT is an indispensable tool to protect our security interests. At a time when all of us are in a crucial fight against climate change, the Treaty also lays the foundations for mutually-beneficial cooperation offering access to a significant source of decarbonated energy, i.e. civilian nuclear energy. It is essential for our future that we strengthen the Treaty. We look forward to working on that goal with all of you during this Conference, in a spirit of consensus.